

L'Europe qui perd, l'Europe qui gagne

ÉDITO. Par ses choix, le Vieux Continent a détruit la production, l'emploi, l'investissement et l'innovation. Pourtant, des pays renaissent, conjuguant compétitivité et transition écologique.

Par [Nicolas Baverez](#)

Publié le 17/02/2025 à 06h15



L'Europe peut retrouver un grand projet et renouer avec le principe de son histoire, en assurant la survie de la liberté politique et économique. © Adil Benayache/Sipa

L'Europe est la grande perdante de la nouvelle donne du XXI^e siècle. Économiquement, elle se trouve enfermée dans une longue stagnation et une spirale de paupérisation par son déclin démographique et technologique, prise en tenailles entre l'attractivité renouvelée, le protectionnisme et l'oligopole numérique des États-Unis d'un côté, le dumping des exportations chinoises de l'autre.

Stratégiquement, elle affronte la menace existentielle de la Russie alors que la garantie des États-Unis, dont dépend sa sécurité, devient conditionnelle. Politiquement, elle est divisée face aux défis de la Russie de Vladimir Poutine, de la Chine de Xi Jinping, de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan mais aussi et surtout de [l'Amérique de Donald Trump](#).

Moralement, elle est foudroyée par la rupture des États-Unis avec la démocratie et l'Occident comme par l'ensauvagement du monde qui réduit à néant son illusion d'établir et maintenir la paix par le droit et le commerce.

Chute de la compétitivité et désindustrialisation

Face aux empires et aux tyrannies du XXI^e siècle, l'Europe peut retrouver un grand projet et renouer avec le principe de son histoire, en assurant la survie de la liberté politique et économique. Mais elle doit pour cela conjurer la « lente agonie » dans laquelle Mario Draghi a montré qu'elle se trouve engagée. Au moment où beaucoup la voient plongée dans la décadence en raison de la crise majeure de ses principales nations, il importe de rappeler qu'il existe aussi une Europe qui résiste, s'adapte et gagne.

L'Union européenne a été corrompue par sa dérive réglementaire et bureaucratique dont le Green Deal – en réalité Green Death – est le symbole. En faisant le choix de la consommation et de la norme, elle a détruit la production, l'emploi, l'investissement et l'innovation. Les deux nations qui constituèrent longtemps son moteur, la France et l'Allemagne, accumulent les maux.

Au terme de quatre décennies d'un interminable déclin, le modèle de la décroissance à crédit est devenu insoutenable, cumulant stagnation (croissance de 0,4 % depuis 2019), baisse de la productivité (– 6 % depuis 2019), chômage de masse (8 % des actifs), déficit commercial de 81 milliards d'euros, perte de contrôle des finances publiques avec un déficit supérieur à 6 % du PIB et une dette qui tendra vers 120 % du PIB en 2025.

La stratégie mercantiliste allemande, fondée sur le gaz russe et les exportations vers la Chine et les États-Unis, est tout aussi caduque, mise à bas par deux ans de récession (– 0,3 % en 2023 et – 0,2 % en 2024), l'hiver démographique, la chute de la compétitivité et la désindustrialisation.

Autre grande nation d'Europe, le Royaume-Uni est laminé par le piège du Brexit. Il cumule croissance atone, chute de la productivité, de l'investissement et des exportations, remontée du chômage, envolée du déficit (5,8 % du PIB) et de la dette (102,5 % du PIB) publics. La stratégie du Global Britain est mort-née et la coupure avec l'Union se révèle ruineuse et insensée, au moment où la mondialisation éclate en blocs et où renaît la menace majeure de la Russie.

Écosystème de PME innovantes

Pourtant, il existe une Europe qui réussit. Une Europe qui croît, innove, réalise la transition climatique et réarme contre la Russie. Une Europe qui s'adapte pour répondre aux chocs du XXI^e siècle. Une Europe que l'on trouve au nord et au sud, à l'est et à l'ouest.

La Scandinavie est la région la plus avancée dans la conciliation de la compétitivité, la solidarité, la révolution numérique, la transition climatique et le réarmement. La Suède possède une croissance stable et durable, grâce à l'affectation de 4,2 % de son PIB à la recherche. Elle a limité son déficit à 1,7 % du PIB et sa dette publique à 33 % du PIB tout en portant son effort de défense à 2,6 % du PIB et en rompant avec plus de deux siècles de neutralité pour intégrer l'Otan.

Le Danemark occupe une enviable 7^e place mondiale pour la richesse par habitant et dégage un double excédent budgétaire (1,7 % du PIB) et courant (11,7 % du PIB), qui ont permis de réduire la dette à 34 % du PIB. Simultanément, Copenhague est devenue le laboratoire de la neutralité carbone, avec une baisse des émissions de 75 % depuis 2005.

La Finlande, forte d'un exceptionnel écosystème de PME innovantes, a réussi le tour de force de préserver sa croissance (1,5 %) et de contenir la dette publique à 73 % du PIB, tout en libérant son système énergétique de la dépendance à la Russie, en basculant son commerce extérieur à l'ouest et en augmentant son effort de défense de 1,3 % à 2,4 % du PIB. Dans le même temps, les pays scandinaves ont institué une coopération intense pour contrôler la mer Baltique et prévenir les attaques de la Russie sur leurs infrastructures critiques, notamment les câbles sous-marins.

La Grèce se redéveloppe rapidement

L'Europe du Sud, à l'exception de la France, connaît aussi une véritable renaissance. L'Espagne, qui accueille 90 millions de touristes lui apportant plus de 200 milliards d'euros, affiche une croissance de 3,2 % en 2024, qui a ramené le chômage de 26,1 % à 10,6 % depuis 2013 et le déficit public en dessous de 3 % du PIB.

Le Portugal tire les bénéfices de la thérapie de choc engagée à partir de 2010, avec la coupe dans les dépenses et la fonction publique, associée à une stratégie d'attractivité fiscale. La croissance s'établit à 2 % et le budget dégage un excédent de 1,2 % du PIB, avec pour résultat la diminution de la dette de 133 à 99 % du PIB en dix ans.

L'Italie bénéficie de sa politique favorable aux entreprises, qui a conforté le dynamisme des exportations (4^e place mondiale), la diminution du chômage à 6,2 % de la population active, la réalisation d'un excédent budgétaire primaire de 1,3 % du PIB qui assure la soutenabilité de sa dette.

Au terme de la plus vaste opération de restructuration de la dette publique et après des coupes de 30 milliards d'euros dans les dépenses publiques et de 20 % des dépenses sociales, la Grèce se redéveloppe rapidement. La croissance a atteint 2,4 %, tandis que le chômage tombait de 30 % à 9 % de la population active et que le déficit était ramené à 1,9 % du PIB, entraînant la réduction de la dette de 201 % à 162 % du PIB et le retour du pays sur les marchés.

Rôle diplomatique et stratégique

À l'est comme à l'ouest de l'Europe, il y a également du nouveau. La Pologne est devenue le quatrième grand de l'Union. Elle enregistre une croissance de 4 à 5 % depuis vingt ans associée au plein-emploi, ce qui la rend très attractive pour les investissements étrangers, qui représentent plus de 30 % du PIB.

Parallèlement, à la suite de l'invasion de l'Ukraine et du retour de la guerre de haute intensité sur le continent portée par l'impérialisme russe, elle a retrouvé un rôle diplomatique et stratégique de premier plan. L'Irlande, peu développée en 1973, s'enorgueillit aujourd'hui du deuxième PIB par habitant de l'Union.

Sa profonde restructuration après le krach immobilier et bancaire de 2008 a entraîné un redressement spectaculaire et assuré une remarquable résistance aux chocs. L'activité progresse de plus de 5 % par an ; le plein-emploi règne (taux de chômage de 4,2 %) : l'excédent budgétaire de 1,7 % conforte la réduction de la dette publique de 120 % à 42 % du PIB depuis 2013.

Plusieurs enseignements émergent de cette Europe qui gagne. Non seulement notre continent n'est pas promis au déclin, mais il peut devenir l'un des laboratoires pour élaborer des solutions aux risques du XXI^e siècle, et tous les peuples sont loin d'avoir renoncé à défendre leur souveraineté et leur liberté, comme on le constate tout autour de la Baltique.

Les pays qui restent fidèles aux valeurs démocratiques et à la raison économique obtiennent des performances très supérieures à ceux qui s'abandonnent à la séduction de l'autoritarisme, à l'image de [la Hongrie sinistrée de Viktor Orban](#). Les expériences de sortie du soviétisme comme les sauvetages de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal montrent que seules réussissent les thérapies de choc, fondées sur la réforme de l'État, la forte baisse des dépenses publiques, ainsi que le soutien de la production, de l'investissement et de l'innovation.

Enfin, les pays européens, en raison du capital immatériel accumulé au cours des siècles mais aussi grâce aux acquis de leur intégration, se redressent très vite dès lors qu'ils conjuguent projet politique de modernisation, stabilité politique et mobilisation de leurs citoyens. Il revient désormais à la France et à l'Allemagne d'en tirer toutes les conséquences, tant pour elles-mêmes que pour la réorientation de l'Union.